

Partie 2. Analyse critique de la politique monétaire de la BRH (2020–2025)

Après avoir présenté les cadres institutionnels, doctrinaux et méthodologiques qui structurent la politique monétaire en Haïti, il convient désormais d’entrer dans l’examen empirique des décisions de la Banque de la République d’Haïti (BRH) sur la période récente. Cette deuxième partie constitue le cœur de l’ouvrage : elle vise à analyser, de manière critique et diachronique, les choix monétaires opérés entre 2020 et 2025, en les confrontant aux réalités économiques, sociales et politiques du pays, ainsi qu’au cadre théorique de l’incompatibilité des choix publics.

L’intervalle retenu correspond à une séquence historique singulière, marquée par l’accumulation et l’interaction de crises multiples. La pandémie de la Covid-19 (2020–2021) a bouleversé l’économie nationale, réduisant drastiquement les échanges commerciaux et fragilisant le système productif. Le séisme d’août 2021, l’effondrement sécuritaire et l’assassinat du président Jovenel Moïse ont accentué l’instabilité politique et institutionnelle. Les chocs mondiaux liés à la guerre en Ukraine, notamment la flambée des prix alimentaires et pétroliers, ont provoqué une inflation importée massive (2022–2023). Enfin, la mise en place du programme économique et financier avec le FMI (2024–2025) a introduit une discipline monétaire renforcée, fondée sur l’objectif de « financement monétaire nul », au prix d’une contraction de l’activité économique.

Ces événements ne peuvent être analysés isolément : ils forment une dynamique cumulative qui a placé la BRH dans une position

défensive permanente. Ses interventions successives révèlent un enchaînement d'arbitrages impossibles, confirmant la pertinence de la théorie de Providence (Providence, 2022).

La BRH a constamment affiché trois objectifs centraux : la stabilité des prix, la stabilité du taux de change et la solidité du système bancaire. Or, la confrontation aux données montre que ces objectifs, bien qu'individuellement légitimes, se sont révélés difficilement conciliables. La lutte contre l'inflation par des mesures restrictives a freiné l'investissement et aggravé la récession. Le soutien ponctuel au financement de l'État a alimenté la création monétaire et la dépréciation de la gourde. Les interventions de change, indispensables pour réduire la volatilité, ont fragilisé les réserves internationales. Ainsi, chaque choix en faveur d'un objectif s'est traduit par des tensions accrues sur les deux autres.

Cette deuxième partie adoptera une approche diachronique, examinant successivement chaque période de crise et de transition :

- 2020–2021 : réponses à la pandémie et gestion de l'urgence ;
- 2021–2022 : inflation, insécurité et tensions sociales ;
- 2022–2023 : effets des chocs internationaux ;
- 2023–2024 : désinflation mondiale et blocages internes ;
- 2024–2025 : discipline monétaire sous encadrement du FMI.

En parallèle, une perspective comparative sera mobilisée, notamment avec la République dominicaine et la zone caribéenne, pour souligner le contraste entre les trajectoires nationales. Cette comparaison mettra en relief que les difficultés haïtiennes, bien

que nourries par des chocs mondiaux, trouvent leur spécificité dans la fragilité institutionnelle et la dépendance structurelle.

L'ambition de cette deuxième partie est double. Sur le plan critique, il s'agit de démontrer que les décisions monétaires de la BRH, loin de refléter un pilotage souverain et cohérent, sont l'expression d'une gestion contrainte, révélatrice d'incompatibilités structurelles. Sur le plan normatif, cette analyse prépare la troisième partie de l'ouvrage, qui proposera des pistes de refondation de la politique monétaire haïtienne.

En somme, cette deuxième partie s'attache à montrer que la politique monétaire en Haïti, entre 2020 et 2025, illustre de manière paradigmatique la logique circulaire d'arbitrages impossibles propre aux États fragiles. Elle permettra de passer de la conceptualisation théorique à la démonstration empirique, en montrant que les contradictions de la BRH ne sont pas contingentes, mais structurelles.

Chapitre 5. 2020–2021 : Gestion de crise et réponses à la pandémie

Introduction

La période 2020–2021 marque une rupture décisive dans l’histoire récente de la politique monétaire haïtienne. L’apparition de la pandémie de la Covid-19, à partir de mars 2020, a généré une série de chocs exogènes qui ont profondément affecté l’économie nationale : effondrement des échanges commerciaux, perturbation des chaînes logistiques internationales, contraction de l’activité domestique et accroissement des pressions sociales dans un pays déjà marqué par l’instabilité chronique. Alors que les économies avancées et certains pays émergents disposaient de marges budgétaires et monétaires pour amortir le choc, Haïti a affronté la pandémie avec des institutions fragilisées, des infrastructures sanitaires limitées et une dépendance persistante aux transferts de la diaspora.

Dans ce contexte, la Banque de la République d’Haïti (BRH) s’est trouvée face à un dilemme majeur : comment assurer la stabilité monétaire tout en évitant l’effondrement de l’activité économique et du système bancaire ? Les instruments de politique monétaire ont dû être mobilisés de manière pragmatique, parfois en contradiction avec les prescriptions orthodoxes. Alors que le paradigme monétariste incitait à la discipline et à l’assèchement de la liquidité pour contenir l’inflation, les circonstances exceptionnelles ont poussé la BRH à adopter des mesures plus accommodantes, proches de la logique keynésienne, afin de préserver la liquidité et de soutenir les agents économiques.

Les *Notes sur la politique monétaire* de 2020–2021 mettent en évidence cette orientation hybride. D’un côté, elles réaffirment l’objectif prioritaire de maîtrise de l’inflation et de stabilité du taux de change, dans un contexte de dépréciation continue de la

gourde. De l'autre, elles insistent sur la nécessité de maintenir l'accès au crédit et de garantir la résilience du système bancaire, quitte à accepter un relâchement temporaire de la discipline monétaire (BRH, 2020; 2021). La banque centrale s'est ainsi efforcée de contenir les tensions inflationnistes tout en évitant un « credit crunch » qui aurait aggravé la récession.

L'analyse de cette période révèle donc une première illustration concrète de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En soutenant l'activité économique et en facilitant la liquidité bancaire, la BRH a atténué les effets immédiats de la pandémie, mais elle a renforcé en parallèle les tensions sur le taux de change et l'inflation, accentuant le conflit entre les impératifs de court terme et les équilibres macroéconomiques de long terme. Ce chapitre mettra ainsi en évidence la manière dont la pandémie a agi comme un catalyseur des incompatibilités structurelles de la politique monétaire en Haïti.

La démarche retenue s'articulera en trois temps. Dans un premier temps, nous analyserons le contexte international et national de la pandémie, en montrant ses répercussions spécifiques sur l'économie haïtienne. Dans un second temps, nous examinerons les mesures de politique monétaire mises en œuvre par la BRH pour contenir la crise, en insistant sur leur caractère pragmatique et hybride. Enfin, nous discuterons des résultats observés et des contradictions engendrées, afin de mettre en lumière la dynamique d'arbitrages impossibles qui s'est imposée dès le début de la période étudiée.

1. Décisions liées à la Covid-19

L'apparition de la pandémie de la Covid-19 au premier trimestre de 2020 a constitué un choc sans précédent pour l'économie haïtienne. Dès mars, la fermeture partielle des frontières, la

contraction du commerce international et les restrictions de mobilité interne ont provoqué une chute brutale de l'activité. À cette crise sanitaire et sociale se sont ajoutées les fragilités structurelles préexistantes : forte dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, faiblesse du système de santé, insécurité croissante et déficit budgétaire chronique. Dans ce contexte, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a dû adapter rapidement sa politique monétaire, oscillant entre prudence orthodoxe et mesures de soutien conjoncturel.

1.1. Maintien de la liquidité bancaire et facilités de crédit

Face au choc inédit provoqué par la pandémie de la Covid-19, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a adopté, entre 2020 et 2021, une série de mesures visant à préserver la liquidité bancaire et à soutenir la continuité du crédit. L'objectif central était d'éviter une contraction brutale du système financier, dans un contexte où la paralysie des activités économiques et la réduction des recettes fiscales menaçaient la stabilité du secteur bancaire et, par ricochet, l'ensemble de l'économie nationale (BRH, 2021).

La première réponse de la BRH a consisté à assouplir les contraintes de liquidité pesant sur les banques commerciales. Les réserves obligatoires ont été temporairement réduites, libérant ainsi des fonds destinés à maintenir le financement du secteur privé. Parallèlement, la banque centrale a élargi ses opérations de refinancement, offrant aux institutions financières des facilités accrues pour répondre aux besoins de trésorerie de leurs clients. Ces mesures visaient à empêcher un resserrement du crédit qui aurait amplifié la récession et accentué la vulnérabilité des ménages et des entreprises déjà fragilisés par la crise sanitaire (FMI, 2021).

En outre, la BRH a introduit des lignes de crédit spécifiques pour certains secteurs jugés stratégiques, notamment les importations

de produits alimentaires et pharmaceutiques. Cette orientation visait à sécuriser l'approvisionnement du pays et à limiter les tensions inflationnistes liées aux ruptures de chaîne d'approvisionnement. En pratique, toutefois, ces facilités de crédit se sont révélées insuffisantes pour compenser la faiblesse structurelle du tissu productif national : une large part des fonds mobilisés a alimenté les importations, accentuant la pression sur le marché des changes et renforçant la dollarisation de l'économie (World Bank, 2022).

Si ces mesures d'urgence ont permis de maintenir un niveau minimal de liquidité dans le système bancaire, leur efficacité réelle demeure sujette à débat. D'un côté, elles ont évité l'effondrement du crédit formel et ont contribué à maintenir la confiance relative dans le système financier. De l'autre, elles ont renforcé une logique de dépendance externe, car la liquidité injectée en gourdes s'est rapidement traduite par une demande accrue de devises, accentuant la pression sur les réserves internationales et sur le taux de change.

Enfin, l'expérience du maintien de la liquidité et des facilités de crédit durant la pandémie illustre une contradiction structurelle déjà mise en évidence par la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En soutenant le crédit et la liquidité, la BRH a répondu à une urgence économique et sociale, mais elle a simultanément fragilisé la stabilité monétaire en alimentant l'inflation et en accélérant la dépréciation de la gourde. À l'inverse, toute restriction visant à défendre le taux de change aurait aggravé la récession et compromis la survie de nombreuses entreprises. Cet arbitrage impossible illustre la circularité des contraintes qui pèsent sur la politique monétaire en Haïti.

Le maintien de la liquidité bancaire et les facilités de crédit mises en œuvre en 2020–2021 ont constitué une réponse nécessaire à la

crise sanitaire, mais elles ont révélé les limites structurelles de la politique monétaire haïtienne. Si elles ont permis d'éviter une crise bancaire immédiate, elles ont renforcé la dépendance externe et mis en lumière l'incapacité de la BRH à concilier simultanément soutien à l'activité, stabilité monétaire et financement public.

1.2. Ajustement des réserves obligatoires et politique de taux

Parallèlement au maintien de la liquidité bancaire et aux facilités de crédit, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a mobilisé, entre 2020 et 2021, les réserves obligatoires et la politique de taux d'intérêt comme instruments d'ajustement visant à amortir les effets de la crise sanitaire. Ces outils, classiques dans l'arsenal des banques centrales, ont été adaptés de manière circonstancielle à la conjoncture exceptionnelle provoquée par la pandémie, tout en révélant les contradictions structurelles qui caractérisent la politique monétaire haïtienne.

L'ajustement des réserves obligatoires a constitué une première mesure d'assouplissement. Dès les premiers mois de la pandémie, la BRH a réduit les coefficients applicables aux dépôts en gourdes et en devises, libérant ainsi des ressources destinées à renforcer la liquidité du système bancaire. Cette décision visait à faciliter l'octroi de crédits aux ménages et aux entreprises affectés par les restrictions sanitaires, tout en évitant une contraction du crédit formel (BRH, 2020). En pratique, cependant, l'effet attendu sur le financement de l'économie réelle s'est trouvé limité : les banques commerciales, confrontées à un climat d'incertitude et de risque accru, ont privilégié la prudence et maintenu des critères restrictifs d'octroi de crédit, canalisant souvent les fonds vers des secteurs déjà solvables.

La politique de taux a également été mobilisée de manière ponctuelle. La BRH a abaissé ses taux directeurs pour réduire le

coût du refinancement bancaire et inciter les institutions financières à maintenir leur offre de crédit. Cette orientation s'inscrivait dans la logique keynésienne adoptée par de nombreuses banques centrales dans le monde face à la pandémie, cherchant à stimuler la demande globale et à limiter les faillites d'entreprises (FMI, 2021). Toutefois, dans le cas haïtien, l'efficacité de cette politique a été affaiblie par deux contraintes structurelles : la faible profondeur du marché du crédit et la dollarisation partielle de l'économie, qui réduit l'impact des taux en gourdes sur les décisions d'investissement.

À moyen terme, ces ajustements ont produit des effets ambivalents. D'un côté, ils ont contribué à maintenir la stabilité du système bancaire, en prévenant une crise de liquidité qui aurait pu avoir des effets systémiques. De l'autre, ils ont accru la pression sur le marché des changes : la liquidité additionnelle en gourdes a alimenté la demande de devises, fragilisant le taux de change et accentuant l'inflation importée (World Bank, 2022). Cet effet pervers confirme que, dans un contexte de dépendance aux importations et de déficit productif, toute politique d'assouplissement monétaire tend à se transformer en facteur de déséquilibre externe.

Enfin, l'expérience de 2020–2021 illustre une fois encore la logique d'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En réduisant les réserves obligatoires et en assouplissant les taux, la BRH a cherché à soutenir l'activité économique et à protéger le système bancaire. Mais cette orientation a compromis la stabilité du change et accentué les tensions inflationnistes. À l'inverse, un resserrement monétaire pour défendre la gourde aurait aggravé la récession et menacé la survie de nombreuses entreprises. Ce dilemme confirme que les arbitrages de la BRH ne relèvent pas seulement de la conjoncture sanitaire, mais d'une contrainte

structurelle inscrite dans le fonctionnement même de l'économie haïtienne.

L'ajustement des réserves obligatoires et la politique de taux d'intérêt en 2020–2021 traduisent la volonté de la BRH d'amortir les effets immédiats de la pandémie. S'ils ont contribué à stabiliser le système bancaire, leur efficacité réelle sur l'investissement productif et la consommation est restée limitée, tandis que leurs effets secondaires ont fragilisé la stabilité monétaire. Ces mesures illustrent à la fois l'importance et les limites des instruments conventionnels dans un contexte d'économie informelle, dollarisée et dépendante des importations.

1.3. Interventions de change et stabilité de la gourde

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, marqué par la contraction des activités économiques et la réduction des recettes fiscales, la stabilité de la gourde est apparue comme un enjeu central pour la Banque de la République d'Haïti (BRH). La dépréciation rapide de la monnaie nationale menaçait non seulement d'alimenter une spirale inflationniste, mais aussi de fragiliser davantage la confiance dans le système financier déjà précaire. C'est pourquoi, entre 2020 et 2021, la BRH a eu recours à des interventions massives sur le marché des changes, en vendant des devises pour contenir la volatilité et limiter la dépréciation (BRH, 2021).

Ces interventions répondaient à une double rationalité. D'une part, elles visaient à modérer les anticipations de dépréciation de la monnaie, en envoyant un signal fort de la capacité de la BRH à défendre la gourde. D'autre part, elles permettaient de limiter la transmission immédiate de la dépréciation aux prix intérieurs, dans un pays où l'inflation est fortement importée en raison de la dépendance aux produits alimentaires et énergétiques (World Bank, 2022). Dans les faits, cette stratégie a produit un effet

spectaculaire à court terme : entre août et décembre 2020, la gourde a enregistré une appréciation d'environ 30 %, un épisode inédit depuis plusieurs décennies (FMI, 2021).

Cependant, cette stabilisation relative a révélé des limites structurelles. Premièrement, elle reposait sur une utilisation intensive des réserves internationales, qui sont restées structurellement faibles (moins de trois mois d'importations en moyenne). L'épisode d'appréciation de 2020, bien que salué comme un succès ponctuel, a rapidement laissé place à une nouvelle dépréciation, confirmant le caractère transitoire des gains obtenus par des injections massives de devises. Deuxièmement, ces interventions ont eu un effet paradoxal : l'appréciation de la gourde a fragilisé les exportateurs et réduit la valeur en gourdes des transferts de la diaspora, principale source de devises, alimentant ainsi des tensions sociales et économiques inattendues.

En outre, les interventions de change ont contribué à renforcer une logique défensive de la politique monétaire. Plutôt que de soutenir la production nationale ou d'améliorer les canaux de transmission monétaire, la BRH a concentré ses efforts sur la défense du taux de change, confirmant la dépendance structurelle de la stabilité macroéconomique à l'afflux de devises externes (World Bank, 2023). Cette dépendance accentue la vulnérabilité de l'économie haïtienne face aux chocs internationaux — baisse des transferts, flambée des prix mondiaux, crises géopolitiques — qui échappent totalement au contrôle de la banque centrale.

Enfin, l'expérience des interventions de 2020–2021 illustre pleinement la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En cherchant à stabiliser la gourde, la BRH a sacrifié ses réserves internationales et fragilisé sa capacité à financer l'État. À l'inverse, toute orientation moins restrictive

aurait entraîné une dépréciation plus rapide et une inflation incontrôlable, aggravant la crise sociale. Le dilemme est clair : stabiliser le change impose des sacrifices insoutenables sur le plan budgétaire et productif, tandis que relâcher la pression met en péril la stabilité nominale.

Les interventions de change de 2020–2021 ont démontré la capacité de la BRH à influencer ponctuellement la trajectoire de la gourde, mais elles ont aussi révélé la fragilité des mécanismes sur lesquels repose la stabilité monétaire haïtienne. Loin d’être une solution durable, elles illustrent une stratégie de court terme qui défend la monnaie sans transformer les conditions structurelles de l’économie. Cette logique défensive, coûteuse et insoutenable, confirme la nécessité de penser une politique monétaire intégrée au développement productif et à une stratégie régionale de résilience.

1.4. Discours institutionnel et communication de crise

Au-delà des instruments monétaires mobilisés pour faire face à la pandémie de Covid-19, la Banque de la République d’Haïti (BRH) a déployé un discours institutionnel qui visait à accompagner et à légitimer ses choix. En contexte de crise, la communication devient en effet un instrument de politique monétaire à part entière : elle sert à orienter les anticipations, à rassurer les acteurs économiques et à signaler aux partenaires internationaux la volonté de discipline. Les Notes sur la politique monétaire de 2020–2021 constituent à cet égard un matériau révélateur de la manière dont la BRH a cherché à construire un récit de maîtrise et de rationalité dans un environnement caractérisé par l’incertitude et la défiance.

Le discours institutionnel de la BRH s’articule autour de trois registres principaux. Le premier est celui de la transparence technique. Les Notes détaillent les mesures adoptées — réduction

temporaire des réserves obligatoires, facilités de crédit, interventions de change — en les inscrivant dans une logique cohérente de soutien au système bancaire et de défense de la stabilité. Ce registre vise à projeter une image de compétence et de maîtrise, conformément aux standards de communication promus par les institutions internationales (Mishkin, 2019; FMI, 2021).

Le second registre est celui de la légitimation externe. Le discours de la BRH insiste sur son alignement avec les recommandations du FMI et de la Banque mondiale, en mettant en avant la discipline monétaire et la gestion prudente des réserves. Dans un contexte où la crédibilité internationale conditionne l'accès aux financements concessionnels, la communication devient un outil stratégique pour démontrer que l'institution agit conformément aux « bonnes pratiques » internationales (World Bank, 2022). Cette mise en scène de la conformité vise à consolider la confiance des bailleurs, mais elle tend aussi à renforcer la dépendance de la politique monétaire aux conditionnalités externes.

Le troisième registre est celui de la gestion de la confiance interne. Consciente de l'effet délétère des rumeurs et des anticipations négatives sur le marché des changes, la BRH a multiplié les annonces visant à convaincre les agents économiques de la solidité de la gourde et de la stabilité du système bancaire. Toutefois, cette communication a souffert d'un déficit de crédibilité auprès de la population. Les ménages et petites entreprises, confrontés à l'inflation et à l'érosion de leur pouvoir d'achat, ont perçu ces discours comme déconnectés de leurs réalités quotidiennes (Providence, 2025). Ce décalage entre légitimité externe et légitimité interne illustre une tension structurelle de la communication monétaire en Haïti.

En somme, le discours institutionnel et la communication de crise de la BRH apparaissent comme un outil performatif autant que descriptif. En cherchant à ancrer les anticipations et à rassurer les acteurs, ils participent à la construction d'un cadre symbolique de discipline et de maîtrise. Mais cette communication, centrée sur la stabilité nominale et la conformité internationale, néglige souvent les enjeux sociaux et productifs, alimentant une défiance interne persistante. Ce décalage confirme la logique d'incompatibilité des choix publics : en privilégiant la crédibilité externe par son discours, la BRH fragilise sa légitimité interne, reproduisant le cercle vicieux des arbitrages impossibles (Providence, 2022).

La communication de crise de la BRH en 2020–2021 illustre la centralité du discours institutionnel dans la conduite de la politique monétaire. Outil de transparence, de légitimation et de gestion des anticipations, elle a renforcé la crédibilité externe de l'institution, mais n'a pas permis de restaurer la confiance interne. Cette dissymétrie met en lumière les limites de la communication monétaire dans un État fragile : elle peut produire des effets symboliques à l'extérieur, mais reste largement impuissante à transformer les réalités sociales et économiques vécues par la majorité de la population.

Les décisions prises par la BRH en 2020–2021 révèlent une posture hybride : d'un côté, des interventions expansionnistes pour maintenir la liquidité bancaire et soutenir le crédit ; de l'autre, des mesures de stabilisation pour contenir la dépréciation de la gourde et préserver une crédibilité minimale auprès des bailleurs internationaux. Cette gestion de crise illustre pleinement la logique d'incompatibilité des choix publics : la tentative de concilier simultanément soutien à l'économie, financement public et stabilité monétaire s'est traduite par des arbitrages précaires, sources de nouvelles tensions. En ce sens, la pandémie a joué le

rôle d'un révélateur des contradictions structurelles de la politique monétaire haïtienne.

2. Appréciation temporaire de la gourde en 2020

L'un des épisodes les plus marquants de la politique monétaire en Haïti durant la pandémie de Covid-19 fut l'appréciation exceptionnelle de la gourde au second semestre 2020. Dans un pays où la monnaie nationale est structurellement soumise à une dépréciation continue face au dollar américain, ce phénomène, inattendu et de courte durée, a suscité de vifs débats parmi les économistes, les opérateurs économiques et les observateurs internationaux. L'analyse de cet épisode révèle à la fois l'ampleur des interventions de la Banque de la République d'Haïti (BRH), les effets sociaux et économiques qui en ont découlé, et les contradictions profondes de la politique monétaire dans un État fragile.

2.1. Contexte et déterminants de l'appréciation

L'un des épisodes les plus singuliers de la période 2020–2021 fut l'appréciation exceptionnelle de la gourde, observée principalement entre août et décembre 2020. Dans un pays marqué historiquement par une tendance chronique à la dépréciation monétaire, cet épisode a surpris les observateurs et suscité de nombreux débats sur ses causes et ses implications. La Banque de la République d'Haïti (BRH) a présenté cette évolution comme le résultat direct de ses interventions volontaristes, mais une lecture critique met en évidence une combinaison plus complexe de facteurs structurels, conjoncturels et institutionnels.

Le contexte immédiat était celui de la pandémie de Covid-19, qui avait provoqué un ralentissement marqué des importations en raison des restrictions sanitaires, des perturbations logistiques et de la baisse de la demande intérieure. Cette contraction des importations a réduit la pression sur le marché des devises, créant

une situation favorable à une stabilisation, voire à une appréciation de la gourde (FMI, 2021). Dans le même temps, les transferts de la diaspora — représentant plus de 20 % du PIB — ont continué de croître, soutenus par les programmes sociaux mis en place dans les pays d'accueil, notamment aux États-Unis (World Bank, 2022). Ce double mouvement — baisse des sorties et maintien des entrées de devises — a constitué un facteur déterminant de l'appréciation.

La politique monétaire a également joué un rôle. La BRH a procédé à des interventions massives sur le marché des changes, vendant des quantités importantes de devises pour renforcer la disponibilité en dollars et influencer les anticipations des agents économiques (BRH, 2020). Ces interventions, combinées à une communication institutionnelle appuyée sur la nécessité de défendre la stabilité, ont contribué à modifier les comportements des opérateurs, freinant la spéculation et réorientant une partie des flux vers le système bancaire formel.

Un autre déterminant important réside dans la dimension politique et sécuritaire. L'appréciation de la gourde s'est produite dans un contexte où le gouvernement cherchait à restaurer sa légitimité par des signaux économiques positifs, alors que les tensions sociales et politiques étaient vives. Certains analystes ont interprété cet épisode comme une tentative délibérée de la BRH de projeter une image de maîtrise, quitte à mobiliser des réserves de change limitées pour obtenir un gain symbolique à court terme. Cette dimension performative conforte l'idée que la stabilisation de la monnaie est autant un outil économique qu'un instrument politique.

Enfin, des facteurs structurels expliquent le caractère transitoire de l'appréciation. La dollarisation partielle de l'économie et la faiblesse du tissu productif national limitent les effets durables des

interventions de change. L'amélioration apparente du taux de change n'a pas été accompagnée d'un renforcement de la production locale ni d'une transformation des structures commerciales. En conséquence, dès que les importations ont repris et que la demande de devises s'est accrue, la gourde a rapidement renoué avec sa trajectoire dépréciative (World Bank, 2022).

Ainsi, l'appréciation de 2020 doit être comprise comme le produit d'un contexte exceptionnel, marqué par une contraction des importations, une résilience des transferts, des interventions de change intensives et un discours institutionnel volontariste. Mais elle illustre aussi les limites de la politique monétaire en Haïti : la stabilisation ponctuelle de la gourde a été obtenue au prix d'une mobilisation coûteuse des réserves internationales et n'a pas produit d'effets structurels durables.

L'épisode d'appréciation de la gourde en 2020–2021 apparaît moins comme un succès durable de la politique monétaire que comme un ajustement transitoire lié à une conjoncture particulière. Ses déterminants révèlent la vulnérabilité de l'économie haïtienne aux flux externes (transferts, importations) et confirment que, dans un État fragile, la stabilité du taux de change ne peut être atteinte sans une transformation structurelle du tissu productif et une réduction de la dépendance aux devises.

2.2. Les effets immédiats sur les prix et le pouvoir d'achat

L'appréciation soudaine de la gourde entre août et décembre 2020 a eu des effets immédiats sur les prix intérieurs et, par ricochet, sur le pouvoir d'achat des ménages. Cet épisode, bien que transitoire, constitue un cas rare dans l'histoire récente d'Haïti où la monnaie nationale a gagné en valeur réelle sur une courte période. Les répercussions sur les dynamiques de consommation et sur les anticipations économiques furent immédiates, mais

également révélatrices de la fragilité des mécanismes de transmission monétaire dans un contexte marqué par l’informalité et la dépendance aux importations.

Du point de vue des prix, l’appréciation de la gourde a contribué à une baisse temporaire de l’inflation. Les produits importés, qui constituent une part majoritaire de la consommation des ménages (alimentation, carburant, biens manufacturés), ont connu une réduction de prix en termes de gourdes. Cette désinflation ponctuelle a été enregistrée dans les statistiques officielles, avec un ralentissement du rythme de l’inflation qui est passée de plus de 25 % en juillet 2020 à environ 19 % en décembre de la même année (BRH, 2020). La transmission a été particulièrement visible sur les produits alimentaires importés et les carburants, dont la variation de prix dépend directement de l’évolution du taux de change (FMI, 2021).

En termes de pouvoir d’achat, les ménages urbains dépendants des revenus en gourdes ont bénéficié d’un soulagement temporaire. L’appréciation a réduit la facture des importations et amélioré l’accès à certains biens essentiels, au moment même où la crise sanitaire accentuait la vulnérabilité sociale. Pour une partie de la population salariée, notamment les fonctionnaires et les employés payés en monnaie nationale, la stabilisation de la gourde a atténué la perte de revenu réel observée au cours des années précédentes (World Bank, 2022). Ce phénomène, bien que ponctuel, a contribué à réduire la tension sociale et à renforcer la perception d’un gain de stabilité.

Cependant, ces effets immédiats furent marqués par plusieurs contradictions structurelles. D’abord, l’appréciation a eu un impact négatif sur les ménages dépendants des transferts de la diaspora, qui représentent plus de 20 % du PIB haïtien. La valorisation de la gourde a réduit, en termes réels, la contrepartie

en monnaie nationale des transferts reçus en dollars, diminuant le revenu disponible pour une grande partie des ménages bénéficiaires. Cette perte de pouvoir d'achat a partiellement annulé les bénéfices obtenus par les ménages vivant uniquement de revenus en gourdes.

Ensuite, les effets désinflationnistes se sont révélés de courte durée. La baisse des prix enregistrée fin 2020 n'a pas eu le temps de modifier structurellement les comportements de consommation ni de réduire durablement la pauvreté. Dès 2021, avec la reprise des importations et la dépréciation rapide de la gourde, l'inflation a rebondi, effaçant les gains temporaires du pouvoir d'achat (World Bank, 2023). Ce caractère transitoire confirme la dépendance extrême de la stabilité des prix à la disponibilité des devises et à la gestion du marché des changes.

Enfin, l'épisode met en évidence la logique d'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En défendant la gourde par des interventions massives, la BRH a temporairement amélioré le pouvoir d'achat et réduit l'inflation, mais au prix d'un épuisement rapide des réserves internationales et d'un affaiblissement de la soutenabilité budgétaire. À l'inverse, une réduction des interventions aurait aggravé la dépréciation et compromis le pouvoir d'achat. Ce dilemme illustre la nature circulaire et défensive de la politique monétaire haïtienne.

L'appréciation de la gourde en 2020 a offert un soulagement temporaire sur les prix et le pouvoir d'achat, mais ses effets se sont révélés inégaux et de courte durée. Les ménages dépendant de revenus en gourdes ont bénéficié d'une amélioration relative, tandis que ceux dépendant des transferts en devises ont subi une perte nette. L'épisode confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire peut produire des effets rapides, mais

rarement durables, en raison de la dépendance aux devises externes et de l'absence de base productive interne.

2.3. Les critiques et controverses autour des interventions de la BRH

L'épisode d'appréciation spectaculaire de la gourde en 2020–2021, largement attribué aux interventions de la Banque de la République d'Haïti (BRH) sur le marché des changes, a suscité de vives controverses tant dans les milieux académiques que politiques et sociaux. Si la banque centrale a présenté cette évolution comme un signe de crédibilité et de maîtrise de la politique monétaire, de nombreux analystes ont au contraire dénoncé une stratégie coûteuse, artificielle et insoutenable, qui illustre les contradictions profondes de la gestion monétaire en Haïti.

Les premières critiques ont porté sur le coût des interventions. En mobilisant massivement les réserves internationales pour soutenir la gourde, la BRH a compromis sa capacité à répondre à des chocs futurs. Plusieurs économistes haïtiens ont souligné que la valorisation temporaire de la monnaie nationale avait été obtenue au prix d'un épuisement des marges de manœuvre, puisque les réserves brutes couvraient à peine trois mois d'importations en 2021 (FMI, 2021). La dépendance de la stabilité monétaire à la disponibilité de devises externes a été perçue comme une fragilité structurelle plutôt que comme un succès durable.

Une deuxième controverse concerne le caractère artificiel et non productif de cette appréciation. Loin de résulter d'un renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, l'épisode de 2020 a été perçu comme une manœuvre technique visant à influencer les anticipations, sans modifier les fondamentaux économiques. Cette « stabilisation de façade » a surtout servi à envoyer un signal politique et symbolique, mais n'a

pas bénéficié aux secteurs productifs : les exportateurs ont vu leur compétitivité diminuer, tandis que les ménages dépendants des transferts en devises ont subi une perte de revenu réel.

Une troisième critique porte sur la dimension politique des interventions. Certains analystes et acteurs sociaux ont interprété l'épisode comme une tentative de restaurer la légitimité du gouvernement dans un contexte de crise politique aiguë. L'appréciation de la gourde a été perçue comme un instrument de communication destiné à montrer que l'État contrôlait encore une variable centrale, au prix d'une utilisation opportuniste des instruments monétaires. Ce lien entre interventions monétaires et objectifs politiques a renforcé la méfiance à l'égard de la BRH, accusée de privilégier des impératifs de court terme plutôt que la stabilité structurelle.

Enfin, la controverse s'est nourrie de la logique d'incompatibilité révélée par ces interventions. En défendant la gourde par des ventes massives de devises, la BRH a amélioré temporairement le pouvoir d'achat des ménages payés en gourdes et ralenti l'inflation. Mais ce succès apparent a compromis le financement public (réduction des recettes fiscales en termes réels) et affaibli la capacité de relance économique par l'investissement. Comme le souligne Providence (2022), un État fragile ne peut simultanément stabiliser sa monnaie, financer ses dépenses et soutenir la croissance : chaque choix implique un renoncement. L'épisode de 2020 illustre cette circularité : la stabilisation nominale s'est payée par un renforcement de la dépendance et une aggravation des contradictions structurelles.

Les controverses autour des interventions de la BRH en 2020–2021 montrent que l'appréciation de la gourde fut moins un signe de réussite monétaire qu'un révélateur des tensions entre objectifs incompatibles. Si elle a permis de rassurer momentanément

certaines acteurs et de contenir l'inflation, elle a aussi alimenté la défiance, affaibli la soutenabilité externe et renforcé la perception d'une politique monétaire instrumentalisée. Cette controverse confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire ne peut être évaluée seulement à l'aune de ses effets immédiats, mais doit être analysée dans la durée et dans ses dimensions sociales et politiques.

2.4. Une illustration du « triangle d'incompatibilité »

L'épisode d'appréciation de la gourde en 2020–2021 constitue une illustration empirique particulièrement éclairante du « triangle d'incompatibilité » théorisé par Providence (2022). Selon cette approche, un État fragile ne peut concilier simultanément trois objectifs : la stabilité monétaire, le financement public et la relance économique. L'analyse des interventions de la Banque de la République d'Haïti (BRH) durant cette période montre comment la quête de stabilisation du taux de change a impliqué des arbitrages défavorables sur les deux autres sommets du triangle.

La priorité donnée à la stabilité monétaire s'est traduite par des interventions massives sur le marché des changes et une mobilisation intensive des réserves internationales. À court terme, cette stratégie a effectivement permis de contenir la dépréciation, de réduire l'inflation importée et d'améliorer temporairement le pouvoir d'achat des ménages dépendants de revenus en gourdes (BRH, 2020; FMI, 2021). Mais cet objectif atteint s'est accompagné d'effets pervers sur le financement public : la valorisation de la gourde a diminué les recettes fiscales libellées en dollars et réduit la valeur en monnaie nationale des transferts de la diaspora, privant l'État d'une partie de ses ressources.

En parallèle, les efforts de relance économique ont été indirectement compromis. L'appréciation du taux de change a

pénalisé les exportateurs en réduisant leur compétitivité, tout en aggravant les difficultés des producteurs locaux face aux importations rendues temporairement moins chères. Ainsi, loin de stimuler l'activité, la stabilisation nominale a affaibli les perspectives de croissance, confirmant l'idée que la défense de la monnaie dans un État fragile peut se transformer en frein pour le développement productif (World Bank, 2022).

Ce cas illustre donc un arbitrage typique du triangle d'incompatibilité : en choisissant de stabiliser la monnaie, la BRH a fragilisé à la fois le financement public et la relance économique. Loin d'être le signe d'un succès monétaire durable, l'appréciation de 2020–2021 apparaît comme le produit d'un choix contraint, qui met en lumière la circularité des arbitrages impossibles en contexte fragile. Chaque gain de stabilité nominale se paie par un déficit de financement ou une contraction de la croissance, ce qui renforce la pertinence du modèle proposé par Providence (2022).

En définitive, cet épisode montre que la politique monétaire en Haïti fonctionne moins comme un levier de développement que comme une gestion de contraintes incompatibles. Le triangle d'incompatibilité, loin d'être une abstraction théorique, trouve dans l'appréciation de la gourde en 2020 une illustration concrète : toute stabilisation ponctuelle se traduit par un déplacement du déséquilibre, confirmant l'impossibilité de concilier simultanément les trois objectifs fondamentaux dans un État fragile.

L'appréciation de la gourde en 2020–2021, souvent célébrée comme un succès, doit être relue comme une démonstration empirique du triangle d'incompatibilité. Elle révèle que, dans le cas haïtien, chaque tentative de stabilisation repose sur des arbitrages coûteux qui compromettent le financement public et la relance économique. Cette circularité confirme que la politique

monétaire haïtienne ne peut être comprise qu'en intégrant les contraintes structurelles d'un État fragile et dépendant.

L'appréciation spectaculaire de la gourde en 2020, loin d'être le signe d'une amélioration durable de l'économie haïtienne, fut le résultat d'interventions massives et de mesures administratives exceptionnelles. Elle a certes permis de freiner temporairement l'inflation et de soulager les ménages, mais au prix d'une fragilisation accrue des réserves et d'une défiance accrue des acteurs économiques. Cet épisode illustre la logique circulaire des incompatibilités propres à la politique monétaire haïtienne : toute tentative de stabilisation rapide se fait au détriment de la cohérence et de la durabilité à long terme.

3. Contradictions entre stabilité monétaire et soutien à l'activité

L'un des enseignements majeurs de la période 2020–2021 est la mise en évidence des tensions structurelles entre l'objectif de stabilité monétaire poursuivi par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et la nécessité de soutenir une activité économique fortement affectée par la pandémie de Covid-19. Ces contradictions, qui s'expriment au cœur même des choix de politique monétaire, illustrent avec force la logique du « triangle d'incompatibilité » théorisé par Providence (2015 ; 2022).

3.1. La priorité donnée à la stabilité monétaire

L'examen de la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH) en 2020–2021 montre que la stabilité monétaire a été érigée en priorité absolue, parfois au détriment de la relance économique et du financement public. Cette orientation répondait à une double contrainte : d'une part, limiter les effets inflationnistes d'une dépréciation chronique de la gourde dans un contexte de dépendance aux importations ; d'autre part, satisfaire

aux exigences de crédibilité externe formulées par les institutions financières internationales.

La stabilité monétaire a d'abord été recherchée par des interventions massives sur le marché des changes, destinées à contenir la volatilité du taux de change. En vendant des devises sur le marché, la BRH visait à renforcer la disponibilité en dollars et à décourager les anticipations spéculatives. Ces interventions ont eu un effet ponctuel, produisant même une appréciation inédite de la gourde entre août et décembre 2020 (BRH, 2020; FMI, 2021). Cependant, elles se sont révélées coûteuses pour les réserves internationales, déjà structurellement faibles, ce qui a limité la soutenabilité de cette stratégie.

La priorité donnée à la stabilité s'est également manifestée par une utilisation prudente des instruments de liquidité, notamment les taux directeurs et les réserves obligatoires. Si la BRH a temporairement assoupli ces paramètres pour répondre aux besoins de crédit liés à la pandémie, elle a rapidement réorienté sa politique vers la maîtrise de l'inflation et du change. Ce recentrage illustre une hiérarchie implicite des objectifs : la stabilité nominale a prévalu sur le soutien à la demande et sur la protection des ménages et entreprises fragilisés (Providence, 2025).

Cette orientation correspond aussi à une logique de légitimation externe. En insistant sur la discipline monétaire dans ses Notes et communiqués, la BRH a cherché à démontrer sa conformité aux standards internationaux et à maintenir la confiance des bailleurs (World Bank, 2022). Dans un État fragile, où l'accès aux financements concessionnels dépend largement de la crédibilité institutionnelle, la priorité accordée à la stabilité monétaire apparaît comme une stratégie de survie diplomatique autant qu'économique.

Toutefois, cette centralité de la stabilité monétaire a eu des coûts élevés. La contraction du crédit au secteur privé, la faible accessibilité du financement pour les petites entreprises et la perte de revenu réel pour les ménages dépendant des transferts ont fragilisé l'économie réelle. L'épisode illustre parfaitement la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) : en choisissant la stabilité, la BRH a sacrifié le financement public et compromis la relance économique. Ce dilemme, loin d'être conjoncturel, confirme la circularité des arbitrages impossibles dans un État fragile.

La priorité donnée à la stabilité monétaire en 2020–2021 a permis de contenir temporairement l'inflation et de défendre la gourde, mais elle a aussi accentué la récession et réduit la marge de manœuvre budgétaire. Cette orientation confirme que, dans le cas haïtien, la stabilité nominale n'est pas un levier de développement, mais un impératif défensif destiné à préserver une crédibilité externe fragile, au prix d'un coût social et productif élevé.

3.2. Un contexte exigeant un soutien à l'activité

La période 2020–2021, marquée par la pandémie de Covid-19 et ses effets sociaux et économiques dévastateurs, a placé l'économie haïtienne dans une situation où un soutien actif à l'activité apparaissait indispensable. La contraction des échanges commerciaux, la fermeture partielle des marchés et des entreprises, ainsi que la chute des recettes fiscales ont accentué la vulnérabilité structurelle du pays, déjà fragilisé par des décennies d'instabilité politique et d'insécurité. Dans un tel contexte, la politique monétaire ne pouvait se limiter à la stabilité nominale : elle devait également assumer une fonction de relance et d'amortissement des chocs.

Les indicateurs macroéconomiques montrent l'ampleur de cette nécessité. Le PIB réel s'est contracté de près de 3,3 % en 2020, confirmant une récession profonde qui a frappé surtout les secteurs informels et les services, moteurs essentiels de l'emploi urbain (World Bank, 2022). L'inflation, déjà élevée, a aggravé la précarité des ménages, tandis que le chômage a augmenté en raison de la fermeture de nombreuses petites entreprises. Dans ce contexte, un élargissement de l'accès au crédit et un appui ciblé aux secteurs stratégiques (agriculture, commerce, santé) étaient attendus de la Banque de la République d'Haïti (BRH) comme moyens de limiter la spirale récessive.

La demande d'un soutien monétaire plus affirmé venait également des acteurs sociaux et économiques. Les organisations patronales, les associations de petites entreprises et plusieurs économistes nationaux ont plaidé pour une politique monétaire plus accommodante, orientée vers le refinancement du crédit et l'appui direct aux secteurs productifs. Ces revendications traduisaient la conviction que, dans un État fragile et faiblement industrialisé, la relance de l'activité passait par un soutien explicite de la banque centrale, faute de marges de manœuvre budgétaires suffisantes.

Cependant, la BRH a évolué dans un cadre où les pressions inflationnistes et la volatilité du taux de change limitaient sa capacité à agir. Toute injection de liquidité en gourdes risquait d'alimenter la demande de devises et d'accélérer la dépréciation de la monnaie nationale. Ce dilemme a conduit l'institution à adopter une position intermédiaire : maintenir certains assouplissements, comme la réduction des réserves obligatoires et l'octroi de lignes de crédit spécifiques, tout en revenant rapidement à une logique de discipline pour préserver la stabilité monétaire (FMI, 2021).

Cet épisode illustre parfaitement la logique d'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). Le contexte exigeait un soutien à l'activité pour éviter une aggravation de la récession et de la pauvreté. Mais les contraintes monétaires et externes ont limité la portée de cette relance, transformant chaque mesure de soutien en facteur potentiel de déséquilibre. Le résultat fut un compromis insatisfaisant : des interventions trop limitées pour relancer durablement l'économie, mais suffisamment expansionnistes pour fragiliser la stabilité monétaire.

La période 2020–2021 montre que la politique monétaire haïtienne a dû composer avec une exigence contradictoire : soutenir l'activité économique dans un contexte de récession profonde tout en préservant la stabilité monétaire. L'insuffisance des marges de manœuvre et la dépendance aux flux externes ont empêché la BRH de répondre pleinement à ce double impératif. Cette expérience confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire ne peut assumer seule la charge de la relance économique sans coordination budgétaire et sans transformation structurelle du tissu productif.

3.3. Des effets contradictoires sur l'économie réelle

Les choix de politique monétaire opérés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) durant la période 2020–2021 ont produit des effets ambivalents sur l'économie réelle, révélant les tensions entre les objectifs de stabilité nominale et de soutien à l'activité. Si certaines mesures ont contribué à contenir temporairement l'inflation et à préserver la liquidité bancaire, leurs retombées sur la croissance, l'investissement et l'emploi se sont révélées limitées, voire contre-productives. Cette ambivalence illustre la difficulté d'une banque centrale opérant dans un État fragile à concilier ses interventions avec les besoins productifs et sociaux.

D'un côté, les interventions de change et l'appréciation de la gourde en 2020 ont eu un effet positif immédiat sur le pouvoir d'achat des ménages percevant des revenus en monnaie nationale. La réduction ponctuelle de l'inflation a allégé la facture des produits importés, qui représentent une part majoritaire de la consommation, et a procuré un soulagement à court terme dans un contexte de crise sanitaire et sociale (FMI, 2021). De plus, la réduction temporaire des réserves obligatoires a permis aux banques de disposer de liquidité supplémentaire, évitant ainsi une contraction brutale du crédit formel.

Cependant, ces mêmes mesures ont produit des effets négatifs sur l'investissement et la production locale. L'appréciation de la gourde a pénalisé les exportateurs en réduisant la compétitivité des produits haïtiens, déjà fragilisés par un déficit d'infrastructures et de productivité (World Bank, 2022). Par ailleurs, l'effet bénéfique sur le pouvoir d'achat s'est révélé inégal : si les salariés en gourdes ont temporairement bénéficié d'une amélioration relative, les ménages dépendant des transferts de la diaspora — représentant plus de 20 % du PIB — ont vu leurs revenus en monnaie nationale diminuer, réduisant leur consommation et accentuant les inégalités.

L'impact sur le secteur privé fut également contradictoire. Si la liquidité bancaire a été préservée, les conditions de crédit sont restées restrictives : les banques, confrontées à un climat d'incertitude et à des risques élevés de défaut, ont préféré placer leurs excédents dans les bons BRH, au détriment du financement des petites et moyennes entreprises (PME). Ce comportement a accentué la tendance à l'intermédiation financière stérile, où les ressources disponibles circulent dans le secteur bancaire sans irriguer l'économie réelle.

Enfin, les politiques restrictives adoptées à partir de 2021 pour freiner l'inflation ont accentué la récession économique. En contractant la liquidité et en absorbant les fonds via les bons BRH, la BRH a réduit les marges de manœuvre du secteur productif, déjà affaibli par la pandémie et par l'instabilité politique. Le PIB réel a stagné ou reculé, tandis que la pauvreté et l'insécurité alimentaire continuaient de progresser (World Bank, 2023).

Ainsi, les effets contradictoires de la politique monétaire sur l'économie réelle montrent que la stabilisation nominale, loin d'être un levier de développement, s'est traduite par une accentuation de la vulnérabilité économique et sociale. Cette situation confirme la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022) : les gains en termes de stabilité monétaire se sont accompagnés de pertes en termes de croissance et de financement public, renforçant la circularité des arbitrages impossibles.

La période 2020–2021 met en lumière le caractère paradoxal de la politique monétaire haïtienne : chaque mesure visant à stabiliser la monnaie produit simultanément des effets défavorables sur la production, l'investissement ou la consommation. L'économie réelle en ressort fragilisée, malgré des gains ponctuels en termes de pouvoir d'achat. Ce constat souligne que la politique monétaire, en contexte d'État fragile, ne peut générer de résultats positifs durables sans une transformation structurelle du tissu productif et une meilleure coordination avec la politique budgétaire.

3.4. Illustration du « triangle d'incompatibilité »

L'analyse de la politique monétaire haïtienne en 2020–2021 offre une illustration empirique particulièrement parlante du « triangle d'incompatibilité » formulé par Providence (2022). Selon cette théorie, dans un État fragile, la banque centrale ne peut

simultanément atteindre trois objectifs : stabilité monétaire, financement public et relance économique. Toute tentative de privilégier un sommet du triangle conduit inévitablement à fragiliser les deux autres. Les choix de la BRH durant la crise de la Covid-19 illustrent pleinement cette logique circulaire d'arbitrages impossibles.

La priorité donnée à la stabilité monétaire s'est traduite par des interventions massives sur le marché des changes et par des mesures visant à contenir l'inflation. Ces efforts ont produit un effet spectaculaire avec l'appréciation de la gourde en 2020 et un ralentissement temporaire de la hausse des prix (BRH, 2020; FMI, 2021). Mais ce succès apparent a été obtenu au prix d'un épuisement partiel des réserves internationales et d'une réduction des recettes fiscales libellées en devises, compromettant ainsi le financement public.

Inversement, les mesures d'assouplissement monétaire destinées à soutenir l'activité — réduction des réserves obligatoires, facilités de crédit aux banques, lignes de financement pour les secteurs stratégiques — ont contribué à maintenir une certaine liquidité et à éviter l'effondrement du crédit formel. Toutefois, elles ont rapidement alimenté la demande de devises, accentuant les pressions sur le taux de change et compromettant la stabilité monétaire (World Bank, 2022).

Enfin, le financement de l'État par le biais d'avances monétaires a constitué un autre facteur d'incompatibilité. En soutenant le Trésor public dans un contexte de baisse drastique des recettes fiscales, la BRH a permis la continuité des dépenses essentielles. Mais ce soutien budgétaire a accru la masse monétaire en circulation, nourrissant l'inflation et déstabilisant la gourde. De plus, il a limité la capacité de la banque centrale à financer

simultanément la relance économique, contraignant l'action publique à arbitrer entre survie budgétaire et stabilité nominale.

L'ensemble de ces dynamiques illustre une logique circulaire : défendre la stabilité affaiblit la relance et le financement public ; financer l'État alimente l'inflation et fragilise la monnaie ; stimuler la demande accroît la dollarisation et réduit la compétitivité. Ainsi, la politique monétaire haïtienne ne parvient pas à concilier les trois objectifs simultanément, confirmant la pertinence empirique du triangle d'incompatibilité.

L'épisode de 2020–2021 montre que la politique monétaire haïtienne ne se réduit pas à une série de décisions techniques, mais s'inscrit dans un cadre structurel de contradictions irréductibles. Le triangle d'incompatibilité fournit une grille d'analyse particulièrement féconde pour comprendre cette dynamique : chaque décision de la BRH, qu'elle vise la stabilité, la relance ou le financement public, entraîne inévitablement des coûts sur les deux autres dimensions. Cette circularité confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire est moins un instrument de développement qu'une gestion permanente de compromis impossibles.

Les contradictions entre stabilité monétaire et soutien à l'activité observées en 2020–2021 mettent en évidence les limites structurelles de la politique monétaire haïtienne. Alors que la BRH tentait de protéger la valeur de la gourde et de maintenir l'inflation sous contrôle, elle accentuait en même temps la contraction du crédit et de la production. Cet arbitrage illustre la logique d'incompatibilités qui sera retrouvée tout au long de la période 2020–2025 : l'impossibilité de satisfaire simultanément les objectifs de stabilisation et de relance, dans un contexte de fragilité institutionnelle et d'informalité massive.

Conclusion du Chapitre 5

L'examen des décisions de la Banque de la République d'Haïti (BRH) au cours de la période 2020–2021 met en évidence la singularité de la gestion monétaire en temps de crise systémique. Confrontée à la pandémie de Covid-19, qui a accentué les fragilités structurelles d'une économie déjà marquée par l'informalité, la dépendance aux importations et l'instabilité institutionnelle, la BRH a tenté de concilier deux impératifs contradictoires : préserver la stabilité monétaire et soutenir l'activité économique.

Les mesures adoptées — facilités de crédit, allègement temporaire des réserves obligatoires, interventions massives sur le marché des changes, communication institutionnelle destinée à rassurer — ont permis d'éviter un effondrement immédiat du système bancaire et d'atténuer l'impact de la crise sanitaire sur les ménages et les entreprises. Dans un contexte d'incertitude radicale, ces interventions témoignent d'un pragmatisme certain et d'une capacité de réaction qui ont offert un répit momentané à l'économie nationale. L'appréciation exceptionnelle de la gourde observée à l'automne 2020 illustre ce type de « victoire ponctuelle », qui a amélioré temporairement le pouvoir d'achat des consommateurs et réduit l'inflation.

Cependant, cette stabilisation apparente reposait sur des bases précaires. L'appréciation de la gourde s'est révélée artificielle, obtenue au prix d'une ponction sur les réserves internationales et d'un durcissement réglementaire contesté. De même, les interventions monétaires expansionnistes ont soutenu la liquidité bancaire, mais alimenté, à moyen terme, les tensions inflationnistes et la dépréciation monétaire. Les arbitrages effectués par la BRH ont donc révélé la dynamique circulaire du « triangle d'incompatibilité » : chaque fois qu'un objectif était

atteint — stabilisation du change, soutien au crédit ou financement de l'État —, il l'était au détriment des deux autres.

En définitive, la gestion de la pandémie illustre la condition structurelle d'un État fragile confronté à des arbitrages impossibles. La BRH a été contrainte de jouer simultanément le rôle de stabilisateur monétaire, de soutien à l'activité et de garant d'une crédibilité institutionnelle auprès des bailleurs internationaux, sans disposer des marges de manœuvre nécessaires pour remplir pleinement ces fonctions. Loin de constituer une anomalie conjoncturelle, cette séquence montre que les contradictions de la politique monétaire haïtienne sont endogènes et systématiques.

Ce chapitre confirme ainsi la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) : en période de crise comme en période « normale », la poursuite simultanée de la stabilité, du financement public et de la relance économique demeure irréalisable. La pandémie de Covid-19 a donc non seulement révélé la fragilité de l'économie haïtienne, mais aussi mis en lumière l'impossibilité de concilier des objectifs macroéconomiques contradictoires.

La suite de l'analyse portera sur la période 2021–2022, marquée par la flambée mondiale des prix alimentaires et pétroliers, l'aggravation de l'insécurité interne et l'effondrement des équilibres politiques. Ces nouvelles contraintes viendront renforcer les tensions déjà mises en évidence et approfondir la logique d'arbitrages impossibles qui structure la politique monétaire haïtienne.

Travaux cités

- BRH. (2020). *Note sur la politique monétaire*. port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2021). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- FMI. (2021). *Haiti: Staff Report for the 2021 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Mishkin, F. S. (2019). *Monetary Policy Strategy*. Cambridge: MIT Press.
- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Editions Siences et Bien Commun.
- World Bank. (2022). *Haiti Economic Update: Coping with Inflation and Insecurity*. Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.